

L'occupation militaire de l'Amérique latine et des Caraïbes



Les États-Unis, qui disposent de quelque 6 000 bases militaires sur leur territoire et d'environ 800 dans le reste du monde, ont actuellement quelque 76 bases militaires sur le territoire de Notre Amérique. Photo : Telesur

Auteur : Luis Britto García

L'Amérique latine et les Caraïbes ont mené des batailles sanglantes pour obtenir leur indépendance et leur souveraineté. Selon les estimations du libérateur Simón Bolívar, elles ont coûté la vie à plus d'un tiers de la population.

Au cours du XIXe siècle, l'ordre oligarchique injuste hérité de l'époque coloniale a entraîné de nombreuses guerres civiles. Mais en dehors des luttes d'indépendance, notre région a connu peu de conflits internationaux, le plus souvent initiés par des intérêts financiers étrangers à notre Amérique.

Pour démontrer leur vocation pacifique, les gouvernements d'Amérique latine et des Caraïbes ont signé le « Traité de Tlatelolco » au Mexique le 14 février 1967, qui interdit le développement, le stockage ou l'utilisation d'armes nucléaires dans la région et limite l'utilisation de l'énergie atomique à des fins pacifiques. En fait, l'accord réserve l'utilisation de ces dispositifs à la seule puissance hémisphérique qui

en possède dans l'hémisphère, les États-Unis.

Dans le même ordre d'idées, le 29 janvier 2014 à La Havane, les dirigeants des 33 pays de la Communauté des États latino-américains et caribéens (CELAC) ont signé la « Proclamation de l'Amérique latine et des Caraïbes comme zone de paix », dans laquelle ils affirment « notre engagement à consolider une zone de paix en Amérique latine et dans les Caraïbes, dans laquelle les différends entre les nations sont résolus de manière pacifique, par le dialogue et la négociation ou d'autres formes de solution, et en pleine conformité avec le droit international ». Elle a été ratifiée par Antigua-et-Barbuda, l'Argentine, les Bahamas, la Barbade, le Belize, la Bolivie, le Brésil, le Chili, la Colombie, le Costa Rica, Cuba, la Dominique, la République dominicaine, l'Équateur, El Salvador, la Grenade, le Guatemala, la Guyane, Haïti, le Honduras, la Jamaïque, le Mexique, le Nicaragua, le Panama, le Paraguay, le Pérou, Saint-Kitts-et-Nevis, Sainte-Lucie, Saint-Vincent-et-les-Grenadines, le Suriname, Trinidad-et-Tobago, l'Uruguay et le Vénézuéla.

Contrairement à cette vocation constante, ferme et explicite pour la paix des peuples d'Amérique latine et des Caraïbes, les États-Unis ont perpétré, depuis 1817, plus de cinquante interventions armées dans notre Amérique, dont certaines ont été suivies de vastes pillages, comme celui qui, en 1848, a arraché plus de la moitié du territoire mexicain, celui qui, en 1899, s'est ingéré dans l'indépendance de Cuba et a annexé Porto Rico, et celui qui, en 1904, s'est emparé de la zone du canal de Panama.

Ainsi, deux siècles après la bataille d'Ayacucho, nous retrouvons une grande partie de Notre Amérique partiellement occupée militairement par des troupes étrangères à la région. Seulement, ces milices n'ont pas mené de batailles pour installer leurs enclaves dans ce qui était autrefois des territoires indépendants : dans la plupart des cas, elles les ont occupés avec le consentement de gouvernements apatrides.

Les États-Unis, qui disposent de quelque 6 000 bases militaires sur leur territoire et d'environ 800 dans le reste du monde, ont actuellement quelque 76 bases militaires sur le territoire de Notre Amérique : presque le double du nombre de pays de la région.

Il serait trop long de citer toutes ces enclaves. En Argentine, il existe un territoire occupé par les États-Unis à Tolhuin, en Terre de Feu, une base à Resistencia, dans la province du Chaco, une autre en projet à Neuquén et une autre à Vaca Muerta, à proximité d'importants gisements de pétrole. Le nouveau gouvernement néolibéral devrait autoriser rapidement d'autres enclaves. Le Chili en soutient une près de Valparaíso. En Colombie, neuf bases militaires américaines interfèrent gravement dans les affaires intérieures : en fait, chaque aéroport colombien est un bastion qui abrite, approvisionne et répare les avions de guerre du Nord. À Cuba, l'enclave de Guantánamo subsiste, malgré l'opposition farouche de la population et des autorités. Le gouvernement de Rafael Correa a libéré l'Équateur de la base Manta : le néolibéral Noboa a cédé les îles Galápagos pour le même usage, avec des dommages mortels pour l'écologie de l'archipel, et a admis une invasion de troupes américaines sous le prétexte de lutter contre la peste. Haïti a été occupé de manière répétée et prolongée par des soldats du Nord, avec des résultats désastreux. Au Honduras, trois bases militaires ont participé au coup d'État contre Mel Zelaya. Au Panama, 12 bases prolongent l'occupation militaire, malgré les accords Torrijos-Carter qui reconnaissent la souveraineté panaméenne sur le canal. Le Paraguay en soutient deux, qui menacent l'aquifère Guarani et le triangle du lithium. Au Pérou, 8 enclaves soutiennent la répression du dictateur Dina Boluarte. À Porto Rico, 12 bases maintiennent de force le statut humiliant de Commonwealth.

<https://www.radiohc.cu/fr/especiales/exclusivas/374320-loccupation-militaire-de-lamerique-latine-et-des-caraibes>



Radio Habana Cuba